

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2000 — 481

[S - C - 2000/29076]

**8 FEVRIER 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
relatif aux concours organisés pour le recrutement et l'accession au niveau supérieur  
des agents de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1982 créant un Commissariat général aux Relations internationales, notamment l'article 1<sup>er</sup>;

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.), notamment l'article 19, § 2;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> décembre 1997 portant création du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française, notamment les articles 6 et 7;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux, notamment l'article 12, alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat, notamment les articles 9, 15 et 28 modifiés par les arrêtés royaux des 10 juillet 1972, 1<sup>er</sup> août 1975, 30 janvier 1978, 12 août 1981, 18 janvier 1985, 18 décembre 1989, 13 juin 1990 et 31 juillet 1991;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 1991 portant fixation du programme des concours de recrutement, des concours d'accession au niveau supérieur et des examens d'avancement de grade, notamment les articles 1<sup>er</sup> et 2;

Vu la concertation avec le Secrétaire permanent au Recrutement conclue par l'avis rendu en date du 9 juillet 1999;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 mai 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 mai 1999;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 27 mai 1999;

Vu le protocole n° 219 du Comité de Secteur XVII, conclu le 9 juin 1999;

Vu la délibération du Gouvernement du 21 octobre 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 1<sup>er</sup> décembre 1999, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 27 janvier 2000,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté est applicable aux concours de recrutement et d'accession au niveau supérieur organisés pour les Services du Gouvernement de la Communauté française ainsi que pour le Commissariat général aux Relations internationales, l'Office de la Naissance et de l'Enfance et le Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française.

**Art. 2.** L'article 9 de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat est modifié comme suit :

1° il est inséré un 1° bis rédigé comme suit :

« 1° bis pour les grades du niveau 2+ :

a) deux agents titulaires au moins d'un grade du rang 27 en activité ou à la retraite;

b) deux professeurs de l'enseignement supérieur en général; »

2° au point 2°, a) les mots « du rang 24 » sont remplacés par les mots « du rang 22 ».

**Art. 3.** A l'article 15, § 3, du même arrêté, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« L'arrêté établissant les programmes des concours en application de l'article 2 détermine parmi les épreuves qui y correspondent la ou les épreuves dont la note est prise en compte pour l'établissement du classement final du concours. Ce classement résulte des points ainsi obtenus. »

**Art. 4.** Au titre III du même arrêté, le Chapitre II est abrogé.

**Art. 5.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 31 juillet 1991 portant fixation du programme des concours de recrutement, des concours d'accession au niveau supérieur et des examens d'avancement de grade est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1<sup>er</sup> § 1<sup>er</sup>. Les concours de recrutement à des grades des niveaux 1, 2+ et 2 comportent trois épreuves :

1°) une première épreuve qui a pour but d'évaluer les aptitudes de base requises pour le grade à conférer;

2°) une deuxième épreuve portant sur la connaissance des institutions de la Communauté française;

3°) une troisième épreuve comportant au moins un entretien qui a pour but d'apprécier si le profil du candidat correspond aux exigences de la fonction.

Seuls les candidats qui ont réussi les épreuves déjà organisées peuvent être admis à l'épreuve suivante.

La note obtenue pour la deuxième épreuve est prise en compte pour le classement.

Sauf lorsque l'exigence fondant la troisième épreuve est une exigence de qualification générale, la note obtenue pour cette troisième épreuve est également prise en compte pour le classement.

§ 2. Les concours de recrutement à des grades des niveaux 3 et 4 comportent deux épreuves :

1°) une première épreuve qui a pour but d'évaluer les aptitudes de base requises pour le grade à conférer;

2°) une deuxième épreuve portant sur la connaissance des institutions de la Communauté française.

Seuls les candidats qui ont réussi la première épreuve peuvent être admis à l'épreuve suivante.

La note obtenue pour la deuxième épreuve détermine le classement.

Toutefois, lorsque le grade à conférer a trait à des fonctions techniques ou de surveillance, les deux épreuves susvisées peuvent être remplacées par une seule épreuve de type pratique dont la note détermine le classement.

§ 3. Les lauréats d'un concours de recrutement antérieurement organisé par le Secrétariat permanent de Recrutement sont dispensés de l'épreuve visée aux paragraphes 1, 1°, et 2, 1°, ou de toute autre épreuve qui la remplacerait en application de l'article 6, à la condition que l'exigence de diplôme en vertu de laquelle ils ont pu être candidats au concours dont ils sont lauréats satisfasse à l'exigence du diplôme requis pour participer au concours concerné. »

**Art. 6.** A l'article 2, § 2, du même arrêté, les mots « des grades du niveau 2 » sont remplacés par les mots « des grades des niveaux 2+ et 2 ».

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 8.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 février 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,

Y. YLIEFF

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 481

[S - C - 2000/29076]

**8 FEBRUARI 2000. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap  
betreffende de vergelijkende examens georganiseerd voor de werving en de overgang  
naar het hogere niveau van de ambtenaren van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet van 1 juli 1982 houdende oprichting van een "Commissariat général aux Relations internationales" (Commissariaat-Generaal voor de Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België), inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (O.N.E.) («Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap»), inzonderheid op artikel 19, § 2;

Gelet op het decreet van 1 december 1997 houdende oprichting van de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 6 en 7;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes, inzonderheid op artikel 12, lid 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijks personeel, inzonderheid op de artikelen 9, 15 en 28, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 juli 1972, 1 augustus 1975, 30 januari 1978, 12 augustus 1981, 18 januari 1985, 18 december 1989, 13 juni 1990 en 31 juli 1991;

Gelet op het ministerieel besluit van 31 juli 1991 houdende vaststelling van het programma van de vergelijkende wervingsexamens, de vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau en de examens voor verhoging in graad, inzonderheid op de artikelen 1 en 2;

Gelet op het overleg met de Vaste Wervingssecretaris, afgesloten met het advies uitgebracht op 9 juli 1999;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 mei 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 27 mei 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 27 mei 1999;

Gelet op het protocol nr. 219 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 9 juni 1999;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 21 oktober 1999 over de aanvraag om advies dat door de Raad van State binnen een termijn van niet meer dan één maand moet worden uitgebracht;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 1 december 1999, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 27 januari 2000,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de vergelijkende wervingsexamens en de vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau, georganiseerd voor de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap alsook voor het "Commissariat général aux Relations internationales", de "Office de la Naissance et de l'Enfance" en de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap.

**Art. 2.** Artikel 9 van het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel, wordt gewijzigd als volgt :

1° er wordt een 1° bis ingevoegd, luidend als volgt :

«1° bis voor de graden van niveau 2+ :

a) twee ambtenaren ten minste bekleed met een graad van rang 27 die in actieve dienst zijn of op rust gesteld;

b) twee leraars van het hoger onderwijs in het algemeen; »

2° in punt 2°, a) worden de woorden "van rang 24" vervangen door de woorden "van rang 22".

**Art. 3.** In artikel 15, § 3, van hetzelfde besluit, wordt lid 1 vervangen door de volgende bepaling :

« Het besluit houdende vaststelling van de programma's voor de vergelijkende examens met toepassing van artikel 2, kiest uit de examengedeelten die ermee overeenstemmen, het examengedeelte of de examengedeelten waarvan het cijfer in aanmerking wordt genomen voor het opmaken van de eindrangschikking van het vergelijkend examen. Die rangschikking vloeit voort uit de aldus behaalde punten. ».

**Art. 4.** In titel III van hetzelfde besluit wordt hoofdstuk II opgeheven.

**Art. 5.** Artikel 1 van het ministerieel besluit van 31 juli 1991 houdende vaststelling van het programma van de vergelijkende wervingsexamens, de vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau en de examens voor verhoging in graad, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1, § 1. De vergelijkende wervingsexamens voor graden van de niveaus 1, 2+ en 2 bestaan uit drie gedeelten :

1°) een eerste gedeelte dat tot doel heeft de basisvaardigheden voor het uitoefenen van de te verlenen graad te evalueren;

2°) een tweede gedeelte over de kennis van de instellingen van de Franse Gemeenschap;

3°) een derde gedeelte dat bestaat uit ten minste één interview dat tot doel heeft na te gaan of het profiel van de kandidaat overeenstemt met de specifieke vereisten van het ambt.

Alleen de kandidaten die geslaagd zijn voor de reeds georganiseerde gedeelten, kunnen tot het volgende gedeelte worden toegelaten.

Het cijfer dat voor het tweede gedeelte wordt behaald, komt in aanmerking voor de rangschikking.

Behalve wanneer het vereiste dat aan het derde gedeelte ten grondslag ligt een vereiste inzake algemene kwalificatie is, komt het cijfer dat voor dat derde gedeelte behaald wordt, eveneens in aanmerking voor de rangschikking.

§ 2. De vergelijkende wervingsexamens voor graden van de niveaus 3 en 4 bestaan uit drie gedeelten :

1°) een eerste gedeelte dat tot doel heeft de basisvaardigheden voor het uitoefenen van de te verlenen graad te evalueren;

2°) een tweede gedeelte over de kennis van de instellingen van de Franse Gemeenschap.

Alleen de kandidaten die voor het eerste gedeelte geslaagd zijn, kunnen tot het volgende gedeelte worden toegelaten.

Het cijfer dat voor het tweede gedeelte wordt behaald, bepaalt de rangschikking.

Wanneer de te verlenen graad echter betrekking heeft op technische ambten of op ambten in verband met toezicht, kunnen beide bovenvermelde gedeelten worden vervangen door een enkel gedeelte van praktische aard waarvan het cijfer de rangschikking bepaalt.

§ 3. De personen die geslaagd zijn voor een vergelijkend wervingsexamen dat voordien door het Vast Wervingssecretariaat georganiseerd werd, worden vrijgesteld van het examengedeelte bedoeld in de paragrafen 1, 1°, en 2, 1°, of van elk ander examengedeelte dat in de plaats ervan zou treden met toepassing van artikel 6, op voorwaarde dat het vereiste inzake diploma krachtens hetwelk zij zich kandidaat konden stellen voor het vergelijkend examen waarvoor zij geslaagd zijn, voldoet aan het vereiste betreffende het diploma dat vereist is om deel te nemen aan het betrokken vergelijkend examen. » .

**Art. 6.** In artikel 2, § 2, van hetzelfde besluit, worden de woorden "graden van niveau 2" vervangen door de woorden "graden van de niveaus 2+ en 2".

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 8.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 februari 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,

Y. YLIEFF